



#LA FORMATION FAIT TOUTE
LA DIFFÉRENCE



Rapport du premier trimestre 2016

RAPPORT FINANCIER
pour le trimestre clos le 30 juin 2015

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
14	6. Résultats consolidés
17	7. Résultats par secteur
22	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
23	9. Situation financière consolidée
24	10. Événement postérieur à la date de clôture
24	11. Modifications de méthodes comptables
25	12. Contrôles et procédures
26	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

27	État consolidé de la situation financière
28	État consolidé du résultat net
29	État consolidé du résultat global
30	État consolidé des variations en capitaux propres
31	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

32	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
33	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
34	Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées
34	Note 4 – Créances clients
35	Note 5 – Charges financières – montant net
35	Note 6 – Aide gouvernementale
35	Note 7 – Résultat par action et dividendes
36	Note 8 – Rémunération du personnel
36	Note 9 – Autres profits – montant net
36	Note 10 – Coûts de restructuration
36	Note 11 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
37	Note 12 – Éventualités
37	Note 13 – Juste valeur des instruments financiers
40	Note 14 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
42	Note 15 – Transactions avec les parties liées
42	Note 16 – Événement postérieur à la date de clôture

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 557,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2016, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport au premier trimestre l'an dernier. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'élève à 44,9 millions \$ (0,17 \$ par action) au premier trimestre, comparativement à 43,8 millions \$ (0,17 \$ par action) l'an dernier.

Abstraction faite des coûts de restructuration de 5,7 millions \$ (montant net après impôt) engagés ce trimestre relativement à la transformation actuellement en cours des processus de production de CAE et de l'offre de produits, le résultat net avant les coûts de restructuration s'élève à 50,6 millions \$ (0,19 \$ par action), en hausse de 16 % par rapport à la même période l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« Notre exercice financier est déjà bien amorcé avec de bons résultats au premier trimestre et un nouveau programme d'amélioration des processus en cours pour renforcer davantage notre position concurrentielle », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans le secteur Civil, nous avons enregistré des marges plus élevées grâce à un taux d'utilisation plus élevé de notre réseau de formation et nous avons obtenu une augmentation dans les deux chiffres de notre résultat opérationnel par rapport à l'an dernier. Nous avons également enregistré un résultat opérationnel plus élevé dans le secteur Défense avec un niveau élevé de commandes qui appuie nos perspectives de croissance. Nous avons conservé notre situation financière solide, et je suis heureux d'annoncer que le conseil d'administration de CAE a approuvé une hausse d'un demi-cent du dividende trimestriel de CAE, qui atteindra 7,5 ¢ par action, en vigueur le 30 septembre 2015. Il s'agit de notre cinquième hausse en autant d'années et cela témoigne de notre confiance en l'entreprise. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 336,2 millions \$ au premier trimestre, en hausse de 9 % comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel s'établit à 57,0 millions \$ (17,0 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre, en hausse de 15 % comparativement au premier trimestre l'an dernier. Le taux d'utilisation des centres de formation est de 73 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des accords de solutions de formation avec divers clients, dont Southwest Airlines pour équiper sa flotte complète de simulateurs de vol (FFS) avec des systèmes visuels CAE Tropos^{MC}-6000XR, et a vendu huit FFS à des compagnies aériennes du monde entier portant sur une série de modèles d'appareils Airbus, Boeing et Bombardier. Le secteur Civil a élargi son programme de licence de pilote en équipage multiple (MPL) destiné aux copilotes avec Japan Airlines pour la formation des élèves-pilotes, et a également signé et renouvelé des accords à long terme avec des compagnies aériennes dont easyJet, EVA Air et Air China pour la formation des copilotes et la formation à la licence de pilote professionnel (CPL). Au total, le secteur Civil a reçu des commandes de 288,3 millions \$ ce trimestre pour un ratio des commandes/ventes de 0,86. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,09. Le carnet de commandes du groupe Civil s'élève à 2,8 milliards \$ au premier trimestre, y compris la quote-part de CAE dans les coentreprises.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 196,9 millions \$ au premier trimestre, ce qui est stable par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'élève à 23,6 millions \$ (12,0 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre, en hausse de 8 % comparativement à 21,9 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) au cours de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a signé d'importants contrats portant sur des plateformes ayant une longue durée de vie et des systèmes intégrés d'entraînement. Ces contrats incluent une solution complète pour entraîner tous les futurs pilotes d'appareils à voilure fixe de l'U.S. Army, un contrat auprès de Boeing pour construire des dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A Poseidon pour l'U.S. Navy, et un contrat auprès d'Airbus Defence and Space pour la fourniture de dispositifs d'entraînement au vol UH-72A Lakota pour l'U.S. Army. Dans le cadre du programme américain de vente de matériel militaire à l'étranger, le groupe Défense a également remporté un contrat octroyé par l'U.S. Navy pour la fourniture de dispositifs d'entraînement sur l'hélicoptère MH-60R Seahawk pour la Royal Australian Navy. Au total, le groupe Défense a reçu des commandes d'une valeur de 207,3 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 1,05. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,95. Le carnet de commandes du groupe Défense s'élève à 2,6 milliards \$ au premier trimestre, y compris la quote-part de CAE dans les coentreprises et les commandes non financées.

Santé

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Santé se chiffrent à 23,9 millions \$ au premier trimestre, en hausse de 23 % comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'établit à 0,6 million \$ (2,5 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre, comparativement à 0,3 million \$ l'an dernier (1,5 % des produits des activités ordinaires).

Au cours du trimestre, le secteur Santé a vendu des simulateurs de patients, d'échographie et chirurgicaux, ainsi que des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels à divers clients des secteurs de la formation en soins de santé et de la défense aux États-Unis, en Eurasie et au Moyen-Orient. Le secteur Santé a également continué à innover au niveau de son offre de produits avec le lancement d'un logiciel pour tablette appelé CAE Vivo^{MC} qui permet à l'animateur de contrôler à distance la physiologie et les réponses du simulateur de patients de CAE.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles* provenant des activités poursuivies affichent une valeur négative de 61,2 millions \$ au premier trimestre, comparativement à une valeur négative de 20,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie* et à la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies. Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies et les flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement s'élèvent à 67,4 millions \$, comparativement à 51,7 millions \$ au cours de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat est de 9,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 21 % au premier trimestre l'an dernier. La diminution du taux d'imposition cet exercice est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations* liées à la croissance et à la maintenance se sont établies à 23,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 39,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

La dette nette* s'élève à 1 006,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 949,6 millions \$ au dernier trimestre. Le ratio de la dette nette sur le capital total* de CAE se situe à 36,6 %.

CAE versera un dividende de 7,5 ¢ par action le 30 septembre 2015 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 septembre 2015.

Événements postérieurs à la date du bilan

Après la clôture du premier trimestre, CAE a conclu la vente de sa division minière, connue sous le nom de Datamine, à Constellation Software. Les résultats financiers de CAE Mines ont été présentés en tant qu'activités abandonnées dans ses états financiers consolidés au cours de la dernière année.

Renforcer notre position concurrentielle

Pour renforcer sa position concurrentielle, CAE a commencé à mettre en œuvre ce trimestre un plan d'amélioration des processus pour transformer ses processus de production et son offre de produits. La Société anticipe une dépense additionnelle d'environ 19 millions \$ (après impôt), constituée essentiellement des indemnités de départ et d'autres frais connexes pour réaliser la transformation. La transformation devrait être en grande partie achevée d'ici le premier semestre de l'exercice 2017, et grâce à la mise en place de nouveaux processus, elle devrait entraîner des économies annuelles d'environ 15 à 20 millions \$ par la suite, selon la composition des produits.

« En tirant parti de nos nouvelles technologies, y compris le simulateur de vol de Série CAE 7000XR, nous avons lancé un nouveau programme ce trimestre pour transformer et améliorer nos processus et notre offre de produits pour l'avenir. Grâce à ce programme, CAE augmentera son efficacité tant au niveau de la conception que de la construction et de la livraison de ses simulateurs. Ceci permettra à CAE de conserver une position solide de chef de file dans un marché hautement dynamique et de creuser un écart plus important entre CAE et ses concurrents », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction. « En fonction de notre volume d'activité actuel, nous prévoyons que cette mesure touchera environ 350 personnes supplémentaires sur l'ensemble de nos 8 000 employés au cours des 12 prochains mois. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour atténuer les répercussions sur les employés et leur famille qui seront malheureusement touchés par ces changements. »

*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2015

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 557,0 millions \$ ce trimestre, en baisse de 74,6 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 30,8 millions \$, soit 6 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 44,9 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 63,3 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 18,4 millions \$, soit 29 %, et comparativement à 43,8 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2015, en hausse de 1,1 million \$, soit 3 %;
- La Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 7,7 millions \$ (5,7 millions \$ après impôt) pour le trimestre écoulé. Le résultat net avant les coûts de restructuration¹ du trimestre s'est établi à 50,6 millions \$ et le résultat par action avant les coûts de restructuration¹, à 0,19 \$;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 0,5 million \$ (soit néant par action) ce trimestre, comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,8 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et à une perte de 2,0 millions \$ (soit une perte de 0,01 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2015.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies négatifs de 61,2 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies ont affiché une valeur négative de 46,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant positif de 160,6 millions \$ au trimestre précédent et de 2,8 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 14,6 millions \$ ce trimestre, à 16,7 millions \$ au trimestre précédent et à 17,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes reçus des participations mises en équivalence ont totalisé 12,3 millions \$ ce trimestre, 1,2 million \$ au trimestre précédent et 5,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie se sont établis à 12,9 millions \$ ce trimestre, à 12,0 millions \$ au trimestre précédent et à 10,5 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 133,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 120,6 millions \$ pour s'établir à 322,3 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les actifs nets détenus en vue de la vente ont augmenté de 2,5 millions \$ ce trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 7,1 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont diminué de 21,2 millions \$ et les autres passifs non courants ont reculé de 38,9 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 1 006,8 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 949,6 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 0,93 (ratio de 0,86 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,05 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,03 (ratio de 1,09 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,95 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 519,5 millions \$, comparativement à 665,1 millions \$ pour le trimestre précédent et à 533,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015;
- Le carnet de commandes total¹, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 5 432,3 millions \$ au 30 juin 2015.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 288,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 8 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 207,3 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 23,9 millions \$.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2016* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2016;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2015;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 12 août 2015 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2015. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au premier trimestre de l'exercice 2016. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2015 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2015 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale, les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur nos activités vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2015. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités futures.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à près de 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.3 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces armées, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Nos solutions de formation exhaustives en matière de formation dans le secteur de l'aviation répondent aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous sommes bien établis en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères.

Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 258 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage, un parc de plus de 170 avions, ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former jusqu'à 2 000 élèves-pilotes par année. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils de formation comme des logiciels, des didacticiels et des aides à la formation faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE. Nos processus sont en constante évolution et nous sommes le chef de file du marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux et pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, les Global 5000/6000 et Global 7000/8000, le Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile attendue qui couvre habituellement toute la durée d'utilité des appareils sous-jacents, laquelle peut se prolonger pendant plusieurs décennies. Tirant parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, la maintenance et le déménagement de simulateurs.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière d'attestation des pilotes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux avions;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes.

Réglementation en matière d'attestation des pilotes

L'aviation civile est un secteur régi par des normes mondiales et nationales strictes, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Puisque les exigences de formation sont obligatoires et récurrentes, la demande pour nos solutions de formation est principalement tributaire de la flotte mondiale d'avions commerciaux, qui a progressé à un taux annuel moyen de 3,1 % au cours des 20 dernières années et qui devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. Dans le monde, la taille de la flotte d'avions commerciaux s'est accrue de 3,0 % entre juin 2014 et juin 2015, affichant une hausse respective de 7,9 %, de 7,0 % et de 2,0 % au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique du Nord et en Europe.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires accroissent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), avec la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et avec les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation initiale dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation traditionnelle sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

La Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a adopté en 2013 des règlements en matière d'attestation et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquels les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL ainsi qu'une qualification de type propre à un appareil donné. Les pilotes qui demandent une ATPL doivent satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. La FAA a autorisé CAE à mettre en place le programme de formation à la licence de pilote de ligne à notre centre de formation de Dallas, et nous prévoyons étendre l'accès à ce programme à d'autres centres de formation aux États-Unis.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance du trafic aérien se traduit par une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation du trafic passagers est essentiellement tributaire du produit intérieur brut (PIB). Selon IHS Economics, le PIB mondial devrait augmenter à un rythme de 3,2 % au cours des 20 prochaines années et les marchés émergents devraient afficher une croissance de 5,2 % par année, distançant les grands marchés comme l'Europe et l'Amérique du Nord, dont la croissance moyenne devrait s'établir à 2,2 %. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen d'environ 5 %, et le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Pour les six premiers mois de l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,3 % comparativement aux six premiers mois de l'année civile 2014. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 11,3 % au Moyen-Orient, de 9,1 % en Asie et de 6,0 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 4,8 % en Europe et de 3,2 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a progressé de 2,6 % au cours des 12 derniers mois. La poursuite de la reprise et la croissance à long terme de l'aviation d'affaires seront tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Les facteurs déterminants du secteur de l'aviation sur hélicoptère sont semblables à ceux du secteur de l'aviation d'affaires, et la demande des exploitants d'hélicoptères en mer est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de la demande des exploitants d'hélicoptères extracôtiers.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

La demande de professionnels de l'aviation est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs s'est traduite par une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Dans une étude publiée en 2011, l'OACI conclut que quelque 26 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale d'ici 2030 pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux avions

Les fabricants OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commandes record de plus de 14 000 appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services. Ce carnet de commandes est composé en grande partie de plateformes d'appareils évoluées, ce qui propulse la demande de nouveaux types de solutions de formation et de dispositifs de formation fondée sur la simulation. Ces nouvelles plateformes et nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise technologique pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de Série CAE 7000XR, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et les programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation.

Les fabricants OEM de jets d'affaires ont annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Les livraisons de nouveaux appareils propulsent la demande pour des services et produits de formation; toutefois, les programmes pourraient subir des retards qui se répercuteraient sur les contrats de formation, les prises de commandes et les livraisons de FFS.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour aborder les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de capacité des pilotes, l'évolution de la réglementation et de l'environnement de formation et le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions virtuelles de formation aéronautique intégrée destinées aux forces de défense. Notre expertise englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation fondée sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation virtuelle aux organismes gouvernementaux et aux organisations de sécurité civile, notamment en matière de gestion des urgences et des catastrophes. Nous nous tournons de plus en plus vers des programmes d'une envergure plus vaste qui nécessitent l'intégration de l'entraînement intégré réel, virtuel et constructif (LVC), étant donné que les forces de défense et de sécurité s'efforcent d'équilibrer leurs activités de formation de manière à maximiser la préparation et l'efficacité.

Nous sommes particulièrement bien placés en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, grâce à notre capacité d'offrir à nos clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive des pilotes aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels de formation de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins de formation, des services de conception de systèmes de formation, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, du matériel de formation synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes de formation et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive qui conjugue entraînement réel, virtuel et constructif. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires;
- Volonté d'intégrer les systèmes de formation pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions.

Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients

Les budgets de défense subissent des pressions, surtout dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe, ce qui pousse les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130J Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde et à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien.

Bien que les budgets des marchés occidentaux parvenus à maturité subissent des pressions, d'autres régions dans le monde profitent de l'occasion d'acquérir des technologies occidentales qui leur permettent de moderniser et d'équiper leurs forces armées. De plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient. Bon nombre des possibilités provenant de ces régions sont liées à des plateformes durables que CAE connaît très bien, comme l'avion de transport C-130J Hercules, l'avion de patrouille maritime P-8A et un éventail de plateformes d'hélicoptères.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135; cette formation coûte environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, comparativement à 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces de défense n'ont pas l'obligation réglementaire d'utiliser la formation synthétique. La nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique va bon train. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. Pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et d'en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraîne des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation.

Aux États-Unis, l'incertitude qui perdure quant au budget du gouvernement pour l'exercice, à la possibilité que le gouvernement utilise une résolution permanente pour financer les programmes de défense et à la menace de séquestration budgétaire signifie que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à établir, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, l'incertitude fiscale et la rationalisation de la structure des forces armées ont ralenti les programmes d'acquisition. L'adoption accrue de la formation fondée sur la simulation contrebalance toutefois cette diminution de la structure des forces.

Volonté d'intégrer les systèmes de formation pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense et de sécurité du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes de formation nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de la formation. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes de formation font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système de formation dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné l'entreprise mondialement en tant qu'intégrateur indépendant de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense et de sécurité est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer une formation complète qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et préparer aux missions à moindres coûts et, dans certains cas, pour un investissement en capital moins élevé. Par exemple, en 2014, nous avons livré les deux premières unités d'une série de six dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services de formation deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a récemment annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son système d'instruction actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra la création de l'aire de combat virtuelle. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des fabricants OEM pour ces plateformes. Nous avons également un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI, et nous avons signé un contrat visant le développement d'un système d'entraînement Predator/Reaper pour la Force Aérienne Italienne.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicales), des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continus, tels que des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins de santé, où nous sommes chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousseaux de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'Abiomed, sous fluoroscopie et échographie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, suivie de l'Europe et de l'Asie. Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, une demande importante des services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,7 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant leur traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Fidelis Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la livraison de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2015	31 mars 2015	(Diminution) / augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,25	1,27	(2) %
Euro (€)	1,39	1,36	2 %
Livre sterling (£)	1,96	1,88	4 %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2015	31 mars 2015	Diminution	30 juin 2014	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,23	1,24	(1) %	1,09	13 %
Euro (€)	1,36	1,40	(3) %	1,50	(9) %
Livre sterling (£)	1,88	1,88	-	1,84	2 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 10,7 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre et par une augmentation de 2,5 millions \$ du résultat net par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du premier trimestre de l'année précédente et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une variation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de l'entreprise dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat ou d'une commande, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat ou d'une commande. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période et certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les coûts de restructuration

Le résultat net avant les coûts de restructuration est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, après impôt. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat, des coûts de restructuration et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

Résultat par action avant les coûts de restructuration

Le résultat par action avant les coûts de restructuration est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence de la restructuration par action correspond aux coûts de restructuration après impôt, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de formation fondée sur la simulation. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – premier trimestre de l'exercice 2016

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Produits des activités ordinaires	557,0	631,6	559,1	529,4	526,2 \$
Coût des ventes	399,4	449,6	410,1	393,2	389,7 \$
Marge brute ²	157,6	182,0	149,0	136,2	136,5 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,3	28,8	26,6	25,7	25,9 %
Frais de recherche et de développement ²	20,8	19,5	13,6	16,6	14,4 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	71,8	69,4	70,8	60,5	63,9 \$
Autres profits – montant net	(4,7)	(5,6)	(10,7)	(0,2)	(3,8) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(11,5)	(6,7)	(7,6)	(13,5)	(9,7) \$
Coûts de restructuration	7,7	-	-	-	- \$
Résultat opérationnel ²	73,5	105,4	82,9	72,8	71,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,2	16,7	14,8	13,8	13,6 %
Produits financiers	(2,0)	(2,3)	(3,3)	(2,1)	(2,1) \$
Charges financières	20,7	20,6	21,1	20,4	18,6 \$
Charges financières – montant net	18,7	18,3	17,8	18,3	16,5 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	54,8	87,1	65,1	54,5	55,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	9,8	20,2	13,1	12,9	11,6 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	18	23	20	24	21 %
Résultat des activités poursuivies	45,0	66,9	52,0	41,6	43,6 \$
Résultat des activités abandonnées	(0,5)	0,8	0,9	0,9	(2,0) \$
Résultat net	44,5	67,7	52,9	42,5	41,6 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	63,3	52,1	42,0	43,8 \$
Activités abandonnées	(0,5)	0,8	0,9	0,9	(2,0) \$
	44,4	64,1	53,0	42,9	41,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	3,6	(0,1)	(0,4)	(0,2) \$
	44,5	67,7	52,9	42,5	41,6 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,17	0,24	0,20	0,16	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	-	-	-	(0,01) \$
	0,17	0,24	0,20	0,16	0,16 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 6 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en baisse de 74,6 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 37,8 millions \$, soit 16 %, principalement en raison de la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens découlant d'un niveau d'activité plus élevé et d'un nombre plus élevé de programmes achevés au trimestre précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont reculé de 31,4 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la baisse des niveaux de production de notre usine de fabrication;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 5,4 millions \$, soit 18 %, essentiellement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels découlant en grande partie de l'augmentation du volume de nos clients internationaux au trimestre précédent.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 30,8 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 27,3 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la demande de formation accrue, de la hausse du taux d'utilisation de FFS en Amérique et en Europe, ainsi que de l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. L'augmentation découle également de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 4,5 millions \$, soit 23 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulations découlant du lancement de nouveaux produits. L'augmentation s'explique également par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 1,0 million \$, demeurant stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. La baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens a été neutralisée par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par la progression des produits des activités ordinaires tirées des programmes européens.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel³ en baisse de 24,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 9,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel s'est établi à 73,5 millions \$ ce trimestre, soit 13,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 105,4 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 71,7 millions \$, soit 13,6 % des produits des activités ordinaires, au premier trimestre de l'exercice 2015. Des coûts de restructuration, incluant le renversement d'une provision pour restructuration, de 7,7 millions \$ ont été comptabilisés ce trimestre et le résultat opérationnel sectoriel a été de 81,2 millions \$.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 24,2 millions \$, soit 23 %, par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 15,9 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, de 4,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 3,5 millions \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 9,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 7,5 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,7 million \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,3 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration* et *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 2,2 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

L'augmentation par rapport au trimestre précédent découle en grande partie de la hausse des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances et aux obligations au titre des avantages du personnel.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières liées aux obligations de R-D et aux obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition de 18 % pour le trimestre écoulé

Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 9,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 23 % pour le trimestre précédent et à 21 % pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

La diminution du taux d'imposition du trimestre par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'incidence, pour le trimestre précédent, des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé additionnels, par des ajustements et cotisations d'impôt d'exercices précédents ainsi que par le règlement d'un contrôle fiscal. En outre, les résultats du trimestre écoulé tiennent compte d'une baisse qui découle d'un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

La diminution du taux d'imposition pour le trimestre écoulé par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 est principalement attribuable à un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

6.2 Résultat des activités abandonnées

Nous avons décidé de vendre notre division minière afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé.

Pour le trimestre écoulé, les produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines se sont établis à 7,4 millions \$, en baisse de 11 %, par rapport au trimestre précédent et de 12 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat des activités abandonnées a affiché une perte de 0,5 million \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à un bénéfice de 0,8 million \$ au trimestre précédent et à une perte de 2,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2015. Le fléchissement par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires. La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par les coûts comptabilisés à l'exercice précédent au titre de l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente, de la dotation aux amortissements et des frais d'administration, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires pour le trimestre écoulé.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.3 Coûts de restructuration

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour bénéficier des avantages de la transformation de nos processus de production et de l'offre de nos produits, ce qui réduira davantage notre effectif au cours des 12 prochains mois. Des coûts de restructuration nets d'impôt de 5,7 millions \$, constitué principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net au cours du trimestre.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 10 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 5 432,3 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 519,5 millions \$ ont été ajoutées pour le trimestre écoulé, et nos commandes engagées ont généré des produits des activités ordinaires de 557,0 millions \$. L'ajustement de 41,0 millions \$ s'explique essentiellement par l'annulation d'une commande de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Notre carnet de commandes des coentreprises⁴ s'est établi à 581,3 millions \$ et nos commandes non financées⁴, à 575,4 millions \$.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2015
Commandes engagées en début de période	4 354,1 \$
+ commandes	519,5
- produits des activités ordinaires	(557,0)
+/- ajustements	(41,0)
Commandes engagées en fin de période	4 275,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	581,3 \$
Commandes non financées	575,4
Carnet de commandes total	5 432,3 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,93. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,03.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	57,0 17,0	61,8 16,8	53,8 16,7	45,4 15,3	49,5 \$ 16,0 %
Défense et sécurité	23,6 12,0	39,5 16,8	28,6 13,3	25,6 12,2	21,9 \$ 11,1 %
Santé	0,6 2,5	4,1 14,0	0,5 2,3	1,8 7,4	0,3 \$ 1,5 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	81,2	105,4	82,9	72,8	71,7 \$
Coûts de restructuration	(7,7)	-	-	-	- \$
Résultat opérationnel	73,5	105,4	82,9	72,8	71,7 \$

Capital utilisé⁵

<i>(montants en millions)</i>	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 023,0	1 984,2	1 887,7	1 879,4	1 795,8 \$
Défense et sécurité	749,4	675,5	661,8	619,6	590,4 \$
Santé	197,8	206,5	191,4	188,7	181,1 \$
	2 970,2	2 866,2	2 740,9	2 687,7	2 567,3 \$

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Nouveaux programmes et produits

- Le premier simulateur de vol A350 XWB au monde, situé au centre de formation Airbus à Toulouse (France), a reçu la certification de niveau D. De plus, le dispositif de formation au vol A350 à voilure fixe a reçu deux qualifications importantes pour les qualifications de type courantes des pilotes : qualification de niveau 6 par la FAA et de niveau 2 par le DGAC/AESA;
- Nous avons réussi à faire approuver les premiers simulateurs au monde dotés d'un poste d'instructeur pour la formation sur le rétablissement en cas de perte de contrôle par l'AESA, la FAA et l'OACI.

Expansion

- Nous avons annoncé cinq nouveaux programmes de formation à l'aviation qui sont, ou seront bientôt, prêts à débiter. Les programmes de formation visent les jets d'affaires Bombardier, Gulfstream et Dassault ainsi que les hélicoptères Sikorsky et Eurocopter.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 288,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 8 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Trois FFS Boeing 737 à Hainan Airlines;
- Un FFS Airbus A350 à Asiana Airlines;
- Quatre FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat avec Southwest Airlines pour l'achat de 10 systèmes visuels CAE Tropos^{MC} 6000XR visant à doter tous ses simulateurs de systèmes visuels construits par CAE à compter de la mi-2015;
- Une prolongation du programme de formation MPL pour copilotes avec Japan Airlines pour la formation d'élèves-pilotes
- Un renouvellement de contrat à long terme avec easyJet pour des services de formation MPL pour copilotes;
- Un nouveau contrat avec EVA Air pour des services de formation MPL pour copilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Air China pour des services de formation des candidats à la licence de pilote professionnel (CPL);
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Flying Group pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec West Atlantic pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Braathens Regional pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Produits des activités ordinaires	336,2	367,6	322,1	296,0	308,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	57,0	61,8	53,8	45,4	49,5 \$
Marges opérationnelles	17,0	16,8	16,7	15,3	16,0 %
Dotations aux amortissements	31,1	30,8	31,0	29,5	28,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	21,4	29,4	25,1	28,5	28,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	7,2	8,8	11,5	9,3	11,0 \$
Capital utilisé	2 023,0	1 984,2	1 887,7	1 879,4	1 795,8 \$
Carnet de commandes total	2 789,4	2 903,3	2 586,1	2 415,9	2 414,7 \$
Unités NES ⁶	203	201	200	196	192
FFS déployés	258	256	246	245	241
Taux d'utilisation ⁶	73	70	68	62	72 %

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires en baisse de 9 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 9 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2015 découle en grande partie de la diminution des niveaux de production de notre usine de fabrication.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par la demande de formation accrue et par la hausse du taux d'utilisation de FFS en Amérique et en Europe, ainsi que par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. L'augmentation découle également de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 15 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 57,0 millions \$ (17,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre écoulé, comparativement à 61,8 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 49,5 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est replié de 4,8 millions \$, soit 8 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution découle d'abord et avant tout des profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements comptabilisés au trimestre précédent et de la baisse des niveaux de production de notre usine de fabrication. La baisse a été neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change découlant de la réévaluation du fonds de roulement hors trésorerie.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 7,5 millions \$, soit 15 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation s'explique en grande partie par la demande de formation accrue et par la hausse du taux d'utilisation de FFS en Amérique et en Europe, ainsi que par l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau. Elle découle également de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes et par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 21,4 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 10,5 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance, à 10,9 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 38,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé découle en grande partie de l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout en raison de la hausse des actifs au titre des contrats en cours et de la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer de même que des passifs dérivés. La hausse a été neutralisée en partie par une baisse de l'investissement dans les participations mises en équivalence en raison des dividendes d'une coentreprise et de l'incidence des variations du change, ces facteurs ayant été annulés en partie par la hausse des bénéfices de nos coentreprises.

Carnet de commandes total de 2 789,4 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2015
Commandes engagées en début de période	2 397,7 \$
+ commandes	288,3
- produits des activités ordinaires	(336,2)
+/- ajustements	(40,8)
Commandes engagées en fin de période	2 309,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	480,4 \$
Carnet de commandes total	2 789,4 \$

Pour le trimestre écoulé, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'annulation d'une commande provenant d'une année antérieure.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,86. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,09.

7.2 Défense et sécurité

INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Expansions

- Une gamme complète de simulateurs et dispositifs d'entraînement CH-147F Chinook ont été livrés à la base des Forces canadiennes à Petawawa et sont maintenant prêts à être utilisés par l'Aviation royale canadienne.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 207,3 millions \$, notamment :

- Un contrat de Boeing pour la fourniture de deux entraîneurs au vol opérationnel P-8A Poseidon pour l'U.S. Navy;
- Un contrat de l'U.S. Navy pour le développement d'un simulateur de maintenance mixte MH-60R ainsi que la fourniture d'un dispositif d'entraînement de l'équipage arrière d'un MH-60R pour la Royal Australian Navy en vertu du programme américain de vente de matériel militaire à l'étranger;
- Un contrat d'Airbus Defense and Space, Inc. pour la construction de deux dispositifs d'entraînement au vol UH-72A Lakota additionnels destinés à l'U.S. Army;
- Un contrat d'un client dont l'identité demeure confidentielle pour le développement de deux simulateurs de missions.
- Un contrat de l'armée américaine pour des services complets de formation initiale et récurrente annuellement à plus de 600 pilotes d'appareils à voilure fixe de l'U.S. Army et l'U.S. Air Force. Par la suite, l'octroi du contrat a été contesté par les soumissionnaires non retenus, ce qui est fréquent (rarement couronné de succès) pour le service d'approvisionnement de l'U.S. Department of Defense. Nous nous attendons à ce que l'attribution du contrat à CAE soit maintenue.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Produits des activités ordinaires	196,9	234,7	215,7	209,1	197,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	23,6	39,5	28,6	25,6	21,9 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,0	16,8	13,3	12,2	11,1 %
Dotations aux amortissements	15,5	15,2	14,2	14,1	12,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,8	10,8	2,4	6,5	10,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,0	5,5	3,0	5,8	4,8 \$
Capital utilisé	749,4	675,5	661,8	619,6	590,4 \$
Carnet de commandes total	2 642,9	2 453,9	2 381,9	2 397,0	2 516,8 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 16 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens découlant d'un niveau plus élevé d'activité et d'un nombre plus élevé de programmes achevés au trimestre précédent.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. La baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens a été neutralisée par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 40 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 23,6 millions \$ (12,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 39,5 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 21,9 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est replié de 15,9 millions \$, soit 40 %, par rapport au trimestre précédent. La baisse s'explique en grande partie par la diminution du volume et des marges découlant de la combinaison de programmes nord-américains et par la diminution des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,7 million \$, soit 8 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015. La hausse découle d'abord et avant tout de l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre et de la progression du volume à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et par la diminution des résultats de nos coentreprises.

Capital utilisé en hausse de 73,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que par la hausse des actifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes total en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2015
Commandes engagées en début de période	1 956,4 \$
+ commandes	207,3
- produits des activités ordinaires	(196,9)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(0,2)
Commandes engagées en fin de période	1 966,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	100,9 \$
Commandes non financées	575,4
Carnet de commandes total	2 642,9 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,05. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,95.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 211,5 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 27,5 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016****Nouveaux programmes et produits**

- Nous avons annoncé le lancement de CAE Vivo^{MC}, logiciel pour tablette qui permet à l'animateur de contrôler à distance la physiologie et les réponses du simulateur METIman.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de cinq simulateurs de patients, de trois solutions de gestion de centres de simulation ainsi que d'une garantie sur plusieurs années à une force militaire dont l'identité demeure confidentielle par l'intermédiaire du maître d'œuvre, Dedicated Computing;
- La vente de cinq simulateurs de patients, d'une solution de gestion de centres de simulation, de didacticiels et d'une garantie sur plusieurs années à une université privée américaine;
- La vente de cinq simulateurs de patients et d'une solution de gestion de centres de simulations à une université privée turque;
- La vente de neuf simulateurs de patients et de quatre simulateurs d'échographie au Sheikha Fatima Nursing College (Émirats arabes unis);
- La vente d'une solution de gestion de centres de simulation à la University of Central Florida (États-Unis);
- La vente de deux simulateurs d'interventions et d'une garantie sur plusieurs années au Medical College of Wisconsin (États-Unis).

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015
Produits des activités ordinaires	23,9	29,3	21,3	24,3	19,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,6	4,1	0,5	1,8	0,3 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	2,5	14,0	2,3	7,4	1,5 %
Dotations aux amortissements	3,5	3,6	3,3	3,2	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,5	0,8	0,7	0,8	2,3 \$
Capital utilisé	197,8	206,5	191,4	188,7	181,1 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 18 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 23 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels, laquelle est en grande partie attribuable à l'augmentation du volume de nos clients internationaux au trimestre précédent.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation découlant du lancement de nouveaux produits. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 85 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 100 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 0,6 million \$ (2,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 4,1 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,3 million \$ (1,5 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel a reculé par rapport au trimestre précédent d'abord et avant tout en raison de la baisse des produits des activités ordinaires, alors que la hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires, comme nous l'avons déjà expliqué.

Capital utilisé en baisse de 8,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait des variations de la dotation aux amortissements et du change. La diminution s'explique également par le recul des créances clients et la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(montants en millions)

	T1-2016	T4-2015	T1-2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	66,8 \$	101,1 \$	85,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(113,2)	59,5	(82,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	(46,4) \$	160,6 \$	2,8 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(12,3)	(11,5)	(13,3)
Autres actifs	(2,3)	(5,2)	(3,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	6,1	0,4
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	0,3	3,0	(2,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	12,3	1,2	5,9
Dividendes versés	(12,9)	(12,0)	(10,5)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁷	(61,2) \$	142,2 \$	(20,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(11,3)	(29,2)	(26,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(7,1)	(9,9)	(12,9)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	11,6	0,8	5,4
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(0,7)	-	(2,0)
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	-	(1,6)	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,5)	11,4	(7,6)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(69,2) \$	113,7 \$	(64,4) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies négatifs de 61,2 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué par rapport au trimestre précédent, d'abord et avant tout en raison de la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. Les activités opérationnelles poursuivies ont généré un montant en trésorerie de 66,8 millions \$ au premier trimestre, en baisse de 34,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent. L'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie s'explique essentiellement par la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer et par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015 est principalement attribuable à la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 23,6 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 11,3 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, à 12,3 millions \$.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2015	31 mars 2015
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 565,4 \$	1 562,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(284,4)	(330,2)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(49,5)	(47,0)
Passifs courants	(1 021,9)	(1 039,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	112,7	55,5
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	322,3 \$	201,7 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	49,5	47,0
Immobilisations corporelles	1 454,1	1 461,2
Autres actifs non courants	1 612,0	1 633,2
Autres passifs non courants	(690,7)	(729,6)
Total du capital utilisé	2 747,2 \$	2 613,5 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	112,7 \$	55,5 \$
Dette à long terme	1 178,5	1 224,3
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(284,4)	(330,2)
Dette nette ⁸	1 006,8 \$	949,6 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 688,8	1 612,7
Participations ne donnant pas le contrôle	51,6	51,2
Provenance du capital	2 747,2 \$	2 613,5 \$

Capital utilisé en hausse de 133,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et la diminution des autres actifs non courants, ces facteurs ayant été annulés en partie par la baisse des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles.

Notre rendement du capital utilisé⁸ (RCU) a été de 10,3 % pour le trimestre, comparativement à 10,4 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 120,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse découle essentiellement de la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer et de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

Autres passifs non courants en baisse de 38,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

Les autres actifs non courants ont diminué par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des obligations au titre des avantages du personnel découlant en grande partie de l'augmentation du taux d'actualisation.

Autres actifs non courants en baisse de 21,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique d'abord et avant tout par la diminution de l'investissement dans les participations mises en équivalence découlant des dividendes des coentreprises et des variations du change, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des bénéfices de nos coentreprises.

Immobilisations corporelles en baisse de 7,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution s'explique en grande partie par la dotation aux amortissements, neutralisée en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2015
Dette nette en début de période	949,6 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	69,2
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(12,4)
Variations nettes des contrats de location-financement	0,4
Augmentation de la dette nette pour la période	57,2 \$
Dette nette en fin de période	1 006,8 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁹	36,6 %

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant d'au plus 150,0 millions \$.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 juin 2015, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 76,5 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 44,5 millions \$ et de la réévaluation des régimes à prestations définies de 28,3 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2015, nous avons au total 268 581 337 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 580,1 millions \$.

Au 31 juillet 2015, nous avons un total de 268 592 584 actions ordinaires émises et en circulation.

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 24 juillet 2015, nous avons complété la vente de notre division minière pour un montant en trésorerie de 32,0 millions \$ excluant un ajustement du fonds de roulement et une contrepartie supplémentaire éventuelle de 10,0 millions \$ sous réserve que certains résultats financiers soient atteints. Par conséquent, la perte nette sur les activités abandonnées est estimée à 6,0 millions \$ pour le deuxième trimestre.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**Nouvelles normes et modifications adoptées**

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées**Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. En juillet 2015, l'IASB a confirmé sa proposition de différer la date d'entrée en vigueur de l'application d'IFRS 15 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Instrument financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et de changements d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1^{er} avril 2015, nous avons amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes de retraite canadiens à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, nous estimions les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2015, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du premier trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	1)	1)	1)	557,0 \$
Résultat net	44,5	1)	1)	1)	44,5 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	1)	1)	1)	44,9 \$
Activités abandonnées	(0,5)	1)	1)	1)	(0,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	1)	1)	1)	0,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	1)	1)	1)	0,17 \$
Activités poursuivies	0,17	1)	1)	1)	0,17 \$
Activités abandonnées	-	1)	1)	1)	- \$
Résultat par action avant les coûts de restructuration	0,19	1)	1)	1)	0,19 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	1)	1)	1)	267,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	1)	1)	1)	267,8
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1)	1)	1)	1,23
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1)	1)	1)	1,36
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	1)	1)	1)	1,88
Exercice 2015					
					Total
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
Exercice 2014					
					Total
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68

1) Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 juin 2015	31 mars 2015
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		284,4 \$	330,2 \$
Créances clients	4	474,2	468,0
Contrats en cours : actifs		351,4	309,8
Stocks		240,9	237,3
Acomptes		84,5	81,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		44,3	43,9
Actifs financiers dérivés	13	24,3	30,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	61,4	61,2
Total de l'actif courant		1 565,4 \$	1 562,5 \$
Immobilisations corporelles		1 454,1	1 461,2
Immobilisations incorporelles		840,5	844,7
Participations mises en équivalence		311,7	318,0
Actifs d'impôt différé		32,1	33,2
Actifs financiers dérivés	13	16,8	21,1
Autres actifs		410,9	416,2
Total de l'actif		4 631,5 \$	4 656,9 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		672,2 \$	732,7 \$
Provisions	10	19,9	17,5
Impôt sur le résultat à payer		9,3	10,6
Contrats en cours : passifs		155,5	154,6
Partie courante de la dette à long terme		112,7	55,5
Passifs financiers dérivés	13	40,4	54,0
Passifs détenus en vue de la vente	3	11,9	14,2
Total du passif courant		1 021,9 \$	1 039,1 \$
Provisions		5,6	4,6
Dette à long terme		1 178,5	1 224,3
Obligations relatives aux redevances		161,5	158,4
Obligations au titre des avantages du personnel		151,3	185,7
Profits différés et autres passifs non courants		147,0	165,1
Passifs d'impôt différé		211,8	198,6
Passifs financiers dérivés	13	13,5	17,2
Total du passif		2 891,1 \$	2 993,0 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		580,1 \$	559,0 \$
Surplus d'apport		16,9	19,1
Cumul des autres éléments du résultat global		180,7	177,3
Résultats non distribués		911,1	857,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 688,8 \$	1 612,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		51,6	51,2
Total des capitaux propres		1 740,4 \$	1 663,9 \$
Total du passif et des capitaux propres		4 631,5 \$	4 656,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2015	2014
Activités poursuivies			
Produits des activités ordinaires	14	557,0 \$	526,2 \$
Coût des ventes		399,4	389,7
Marge brute		157,6 \$	136,5 \$
Frais de recherche et de développement		20,8	14,4
Frais de vente, généraux et d'administration		71,8	63,9
Autres profits – montant net	9	(4,7)	(3,8)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	14	(11,5)	(9,7)
Coûts de restructuration	10	7,7	-
Résultat opérationnel		73,5 \$	71,7 \$
Produits financiers	5	(2,0)	(2,1)
Charges financières	5	20,7	18,6
Charges financières – montant net		18,7 \$	16,5 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		54,8 \$	55,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat		9,8	11,6
Résultat des activités poursuivies		45,0 \$	43,6 \$
Activités abandonnées			
Résultat des activités abandonnées	3	(0,5)	(2,0)
Résultat net		44,5 \$	41,6 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		44,4 \$	41,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	(0,2)
		44,5 \$	41,6 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées			
attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué – activités poursuivies	7	0,17 \$	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	7	-	(0,01)
		0,17 \$	0,16 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2015	2014
Résultat net	44,5 \$	41,6 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Différences de conversion		
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	(1,2) \$	(60,1) \$
Montant net des gains sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	8,7	15,7
Reclassements au résultat net	(4,0)	-
Impôt sur le résultat	0,6	2,8
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	(5,8)	(8,0)
	(1,7) \$	(49,6) \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	1,3 \$	18,5 \$
Reclassements au résultat net	5,3	(2,7)
Impôt sur le résultat	(1,8)	(4,3)
Quote-part après impôt de la variation nette des couvertures de flux de trésorerie et des participations mises en équivalence	0,5	0,2
	5,3 \$	11,7 \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente		
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	0,1 \$	- \$
	0,1 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net		
Réévaluations des régimes à prestations définies		
Réévaluations des régimes à prestations définies	38,9 \$	(9,4) \$
Impôt sur le résultat	(10,6)	2,5
	28,3 \$	(6,9) \$
Autres éléments du résultat global	32,0 \$	(44,8) \$
Total du résultat global	76,5 \$	(3,2) \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	76,1 \$	(2,6) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	(0,6)
	76,5 \$	(3,2) \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :		
Activités poursuivies	75,1 \$	(0,2) \$
Activités abandonnées	1,0	(2,4)
	76,1 \$	(2,6) \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations en capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société										
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global			Résultats non distribués		Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total		
<i>Trimestre clos le 30 juin 2015</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)											
Soldes à l'ouverture de la période		266 903 070	559,0 \$	19,1 \$	177,3 \$	857,3 \$	1 612,7 \$	51,2 \$	1 663,9 \$		
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	44,4 \$	44,4 \$	0,1 \$	44,5 \$		
Autres éléments du résultat global :											
Différences de conversion		-	-	-	(2,0)	-	(2,0)	0,3	(1,7)		
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	5,3	-	5,3	-	5,3		
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1		
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	28,3	28,3	-	28,3		
Total du résultat global		-	- \$	- \$	3,4 \$	72,7 \$	76,1 \$	0,4 \$	76,5 \$		
Options sur actions exercées		1 269 550	11,6	-	-	-	11,6	-	11,6		
Achat facultatif au comptant		1 065	-	-	-	-	-	-	-		
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	3,5	(3,5)	-	-	-	-	-		
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,3	-	-	1,3	-	1,3		
Dividendes en actions	7	407 652	6,0	-	-	(6,0)	-	-	-		
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(12,9)	(12,9)	-	(12,9)		
Soldes à la clôture de la période		268 581 337	580,1 \$	16,9 \$	180,7 \$	911,1 \$	1 688,8 \$	51,6 \$	1 740,4 \$		
<i>Trimestre clos le 30 juin 2014</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)											
Soldes à l'ouverture de la période		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$		
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	41,8 \$	41,8 \$	(0,2) \$	41,6 \$		
Autres éléments du résultat global :											
Différences de conversion		-	-	-	(49,2)	-	(49,2)	(0,4)	(49,6)		
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	11,7	-	11,7	-	11,7		
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(6,9)	(6,9)	-	(6,9)		
Total du résultat global		-	- \$	- \$	(37,5) \$	34,9 \$	(2,6) \$	(0,6) \$	(3,2) \$		
Options sur actions exercées		494 312	5,4	-	-	-	5,4	-	5,4		
Achat facultatif au comptant		1 055	-	-	-	-	-	-	-		
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	1,4	(1,4)	-	-	-	-	-		
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,0	-	-	1,0	-	1,0		
Dividendes en actions	7	392 969	5,3	-	-	(5,3)	-	-	-		
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(10,5)	(10,5)	-	(10,5)		
Soldes à la clôture de la période		264 659 779	529,6 \$	19,1 \$	92,0 \$	794,2 \$	1 434,9 \$	40,0 \$	1 474,9 \$		

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 30 juin 2015 s'est élevé à 1 091,8 millions \$ (886,2 millions \$ en 2014).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Activités opérationnelles			
Résultat lié aux activités poursuivies		45,0 \$	43,6 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	14	28,1	25,4
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	14	22,0	18,8
Amortissement des frais de financement	5	0,4	0,4
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(11,5)	(9,7)
Impôt sur le résultat différé		3,8	5,3
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,7)	(2,9)
Rémunération fondée sur des actions		(0,9)	2,3
Régimes de retraite à prestations définies		3,9	0,8
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(9,8)	(7,6)
Autres		(5,5)	9,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	11	(113,2)	(82,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(46,4) \$	2,8 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	11	(0,7) \$	(2,0) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(23,6)	(39,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		0,1	0,4
Frais de développement inscrits à l'actif		(7,1)	(12,9)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(2,5)	(5,0)
Produit net tiré (paiements nets versés aux) des participations mises en équivalence		0,3	(2,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		12,3	5,9
Autres		0,2	1,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(21,0) \$	(54,5) \$
Activités de financement			
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		133,0 \$	122,5 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(106,7)	(80,0)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		6,5	6,3
Remboursement sur la dette à long terme		(5,5)	(4,5)
Remboursement sur contrats de location-financement		(3,9)	(3,7)
Dividendes versés		(12,9)	(10,5)
Émission d'actions ordinaires		11,6	5,4
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		22,1 \$	35,5 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(0,5) \$	(7,6) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(45,8) \$	(23,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		330,2	312,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées		-	(7,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		284,4 \$	280,8 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		12,3 \$	5,9 \$
Intérêts payés		10,0	10,6
Intérêts reçus		2,4	2,3
Impôt sur le résultat payé		7,1	8,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 12 août 2015.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit, fabrique et commercialise des simulateurs, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

La division minière de la Société qui fournit des services et des outils pour le secteur minier a été classée comme détenue en vue de la vente (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1^{er} avril 2015, la Société a amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes canadiens à prestations définies et la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, la Société estimait les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement, afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. En juillet 2015, l'IASB a confirmé sa proposition de différer la date d'entrée en vigueur de l'application d'IFRS 15 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et 2010, ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre sa division minière à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois autres secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les actifs et passifs concernés ont été classés comme détenus en vue de la vente. Le 24 juillet 2015, la vente de la division minière a été finalisée (voir note 16).

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	30 juin 2015	31 mars 2015
Actifs courants ¹⁾	14,3 \$	15,8 \$
Immobilisations incorporelles	44,5	42,9
Autres actifs non courants	2,6	2,5
Actifs détenus en vue de la vente	61,4 \$	61,2 \$
Passifs courants	10,7 \$	12,9 \$
Autres passifs non courants	1,2	1,3
Passifs détenus en vue de la vente	11,9 \$	14,2 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	49,5 \$	47,0 \$

¹⁾ Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Produits des activités ordinaires	7,4 \$	8,4 \$
Charges	7,4	9,3
Résultat avant impôts sur le résultat et évaluation à la juste valeur	-	(0,9) \$
Charge d'impôt sur le résultat	0,5	0,2
Résultat avant évaluation à la juste valeur	(0,5) \$	(1,1) \$
Gain (perte) sur évaluation à la juste valeur des actifs détenus en vue de la vente	-	(1,0)
Produit d'impôt sur le résultat	-	0,1
Résultat lié aux activités abandonnées	(0,5) \$	(2,0) \$

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	1,3 \$	(2,8) \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(0,6)	(1,1)

NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

	30 juin 2015	31 mars 2015
Créances clients courantes	143,1 \$	170,6 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	48,1	52,9
31-60 jours	19,9	10,9
61-90 jours	18,5	12,8
Plus de 90 jours	50,9	58,9
Provision pour créances douteuses	(15,3)	(15,6)
Total des créances clients	265,2 \$	290,5 \$
Créances clients non facturées	115,8	103,0
Montants à recevoir de parties liées (note 15)	45,0	28,7
Autres créances clients	48,2	45,8
Total des créances clients	474,2 \$	468,0 \$

NOTE 5 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	14,0 \$	13,3 \$
Contrats de location-financement	2,6	2,4
Obligations relatives aux redevances	2,1	1,6
Obligations au titre des avantages du personnel	1,4	1,2
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,4	0,4
Provisions et autres passifs non courants	0,2	0,4
Autres	1,1	0,3
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(1,1)	(1,0)
Charges financières	20,7 \$	18,6 \$
Produits financiers :		
Prêts et contrats de location-financement	(1,8) \$	(1,8) \$
Autres	(0,2)	(0,3)
Produits financiers	(2,0) \$	(2,1) \$
Charges financières – montant net	18,7 \$	16,5 \$

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,00 % pour le trimestre clos le 30 juin 2015 (3,75 % en 2014).

NOTE 6 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	8,8 \$	5,0 \$
Contributions	6,1	7,8
Paiements reçus	(7,1)	(2,9)
Montant à recevoir à la clôture de la période	7,8 \$	9,9 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Nouveaux marchés principaux	0,1 \$	0,6 \$
Projet Innover	1,1	2,5
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Nouveaux marchés principaux	0,5	0,4
Projet Innover	4,4	4,3
Total des contributions :		
Projet Nouveaux marchés principaux	0,6 \$	1,0 \$
Projet Innover	5,5	6,8

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	267 424 196	263 945 491
Effet dilutif des options sur actions	370 301	1 071 240
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	267 794 497	265 016 731

Au 30 juin 2015, des options sur 1 640 300 actions ordinaires (1 430 400 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Les dividendes déclarés pour le premier trimestre de l'exercice 2016 se sont élevés à 18,9 millions \$, soit 0,07 \$ par action (15,8 millions \$ en 2015, soit 0,06 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisé en résultat net :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	179,9 \$	173,6 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	7,5	4,6
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	8,9	6,4
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	2,3	2,0
Indemnités de cessation d'emploi	8,3	2,9
Total de la charge de rémunération du personnel	206,9 \$	189,5 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 9 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Cession d'immobilisations corporelles	0,1 \$	0,1 \$
Montant net des gains (pertes) de change	3,2	(1,4)
Reprise d'obligations relatives aux redevances	-	4,0
Autres	1,4	1,1
Autres profits – montant net	4,7 \$	3,8 \$

NOTE 10 – COÛTS DE RESTRUCTURATION

Afin de renforcer sa position concurrentielle, la Société a mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour bénéficier des avantages de la transformation de ses processus de production et de l'offre de ses produits, ce qui réduira davantage ses effectifs au cours des 12 prochains mois. Les coûts de restructuration, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net et dans la provision courante au cours du trimestre.

Le tableau suivant présente la variation de la provision pour coûts de restructuration :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Provision à l'ouverture de la période	4,7 \$	13,1 \$
Ajouts	8,8	-
Montants utilisés	(2,1)	(1,3)
Renversement des montants non utilisés	(1,1)	-
Différences de taux de change	-	(0,4)
Provision à la clôture de la période	10,3 \$	11,4 \$

NOTE 11 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(1,5) \$	6,9 \$
Contrats en cours : actifs	(43,5)	(26,4)
Stocks	(4,2)	(30,3)
Acomptes	(1,0)	(1,4)
Impôt sur le résultat à recouvrer	5,7	(0,6)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(72,6)	(8,7)
Provisions	4,7	(4,5)
Impôt sur le résultat à payer	(1,6)	(3,5)
Contrats en cours : passifs	0,8	(14,2)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(113,2) \$	(82,7) \$

b) Regroupements d'entreprises :

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a versé un montant de 0,7 million \$ (2,0 millions \$ en 2015) dans le cadre de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu antérieurement.

NOTE 12 – ÉVENTUALITÉS

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur sa situation financière.

NOTE 13 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéances sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 juin 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	284,4 \$	- \$	- \$	- \$	284,4 \$	284,4 \$
Créances clients	-	-	453,2 ³⁾	-	453,2	453,2
Contrats en cours : actifs	-	-	351,4	-	351,4	351,4
Actifs financiers dérivés	10,7	-	-	30,4	41,1	41,1
Autres actifs	23,4 ⁴⁾	1,7 ⁵⁾	152,4 ⁶⁾	-	177,5	190,1
	318,5 \$	1,7 \$	957,0 \$	30,4 \$	1 307,6 \$	1 320,2 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	490,7 \$ ⁷⁾	- \$	490,7 \$	490,7 \$	490,7 \$
Provisions	0,8	19,1	-	19,9	19,9	19,9
Total de la dette à long terme	-	1 295,2 ⁸⁾	-	1 295,2	1 397,6	1 397,6
Autres passifs non courants	-	174,9 ⁹⁾	-	174,9	205,8	205,8
Passifs financiers dérivés	13,7	-	40,2	53,9	53,9	53,9
	14,5 \$	1 979,9 \$	40,2 \$	2 034,6 \$	2 167,9 \$	2 167,9 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	- \$	- \$	330,2 \$	330,2 \$
Créances clients	-	-	451,1 ³⁾	-	451,1	451,1
Contrats en cours : actifs	-	-	309,8	-	309,8	309,8
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	36,2	51,4	51,4
Autres actifs	23,7 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	155,1 ⁶⁾	-	180,4	197,2
	369,1 \$	1,6 \$	916,0 \$	36,2 \$	1 322,9 \$	1 339,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	556,5 \$ ⁷⁾	- \$	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	1,5	15,1	-	16,6	16,6	16,6
Total de la dette à long terme	-	1 284,0 ⁸⁾	-	1 284,0	1 406,2	1 406,2
Autres passifs non courants	-	181,2 ⁹⁾	-	181,2	216,5	216,5
Passifs financiers dérivés	16,0	-	55,2	71,2	71,2	71,2
	17,5 \$	2 036,8 \$	55,2 \$	2 109,5 \$	2 267,0 \$	2 267,0 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie :

	30 juin 2015			31 mars 2015		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	284,4 \$	- \$	284,4 \$	330,2 \$	- \$	330,2 \$
Liquidités soumises à restrictions	23,4	-	23,4	23,7	-	23,7
Contrats de change à terme	8,2	-	8,2	12,4	-	12,4
Dérivés incorporés sur devises	2,2	-	2,2	2,8	-	2,8
Swaps sur actions	0,3	-	0,3	-	-	-
Disponibles à la vente	-	1,7	1,7	-	1,6	1,6
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	15,4	-	15,4	18,0	-	18,0
Swaps de devises	15,0	-	15,0	18,2	-	18,2
	348,9 \$	1,7 \$	350,6 \$	405,3 \$	1,6 \$	406,9 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Contrepartie éventuelle découlant des regroupements d'entreprises						
Contrats de change à terme	- \$	0,8 \$	0,8 \$	- \$	1,5 \$	1,5 \$
Dérivés incorporés sur devises	13,7	-	13,7	15,5	-	15,5
Swaps sur actions	-	-	-	0,1	-	0,1
	-	-	-	0,4	-	0,4
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	38,0	-	38,0	52,7	-	52,7
Swaps de taux d'intérêt	2,2	-	2,2	2,5	-	2,5
	53,9 \$	0,8 \$	54,7 \$	71,2 \$	1,5 \$	72,7 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Solde à l'ouverture de l'exercice	0,1 \$	(2,7) \$
Total des profits réalisés et latents :		
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	0,1	-
Émis et réglées	0,7	2,0
Solde à la clôture de l'exercice	0,9 \$	(0,7) \$

NOTE 14 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé « résultat opérationnel sectoriel »). Les principes comptables appliqués pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014		
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>								
Produits des activités ordinaires externes	336,2 \$	308,9 \$	196,9 \$	197,9 \$	23,9 \$	19,4 \$	557,0 \$	526,2 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	23,9	22,0	3,5	2,7	0,7	0,7	28,1	25,4
Immobilisations incorporelles et autres actifs	7,2	6,8	12,0	9,5	2,8	2,5	22,0	18,8
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net	0,7	(0,3)	-	(0,1)	-	-	0,7	(0,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	10,1	7,4	1,4	2,3	-	-	11,5	9,7
Résultat opérationnel sectoriel	57,0	49,5	23,6	21,9	0,6	0,3	81,2	71,7

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	28,6 \$	39,3 \$
Défense et sécurité	3,8	15,3
Santé	0,9	3,2
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	33,3 \$	57,8 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Total du résultat opérationnel sectoriel	81,2 \$	71,7 \$
Coûts de restructuration (note 10)	(7,7)	-
Résultat opérationnel	73,5 \$	71,7 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 juin 2015	31 mars 2015
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 594,3 \$	2 587,8 \$
Défense et sécurité	1 102,7	1 079,3
Santé	243,0	250,1
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	61,4	61,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	630,1	678,5
Total de l'actif	4 631,5 \$	4 656,9 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	571,3 \$	603,6 \$
Défense et sécurité	353,3	403,8
Santé	45,2	43,6
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	11,9	14,2
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 909,4	1 927,8
Total du passif	2 891,1 \$	2 993,0 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Produit des activités ordinaires		
Produits de simulation	245,6 \$	240,9 \$
Formation et services	311,4	285,3
	557,0 \$	526,2 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	47,7 \$	37,7 \$
États-Unis	203,7	162,5
Royaume-Uni	63,3	55,6
Allemagne	15,4	19,2
Autres pays d'Europe	94,5	101,1
Émirats arabes unis	17,1	25,5
Chine	40,9	33,4
Autres pays d'Asie	41,0	40,9
Australie	15,1	25,1
Autres pays	18,3	25,2
	557,0 \$	526,2 \$

	30 juin 2015	31 mars 2015
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	849,9 \$	852,4 \$
États-Unis	849,0	872,3
Brésil	98,4	90,7
Royaume-Uni	296,4	292,6
Luxembourg	173,9	170,3
Pays-Bas	116,8	116,1
Autres pays d'Europe	267,3	261,8
Pays d'Asie	109,7	113,5
Autres pays	78,3	90,0
	2 839,7 \$	2 859,7 \$

NOTE 15 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 juin 2015	31 mars 2015
Créances clients (note 4)	45,0 \$	28,7 \$
Contrats en cours : actifs	27,5	28,1
Autres actifs	24,3	29,2
Dettes fournisseurs et charges à payer	13,6	13,9
Contrats en cours : passifs	7,2	3,9

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 16,1 millions \$ (17,0 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 1,8 million \$ (5,7 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portent respectivement intérêt au LIBOR à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi qu'un montant à recevoir ne portant pas intérêt au titre des créances clients non courantes de 6,4 millions \$ (6,5 millions \$ au 31 mars 2015), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 juin 2015 et au 31 mars 2015.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Produits des activités ordinaires	20,0 \$	35,7 \$
Achats	1,2	0,3
Autres produits	0,7	0,6

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, des transactions s'élevant à 0,5 million \$ (0,6 million \$ en 2015) ont été faites aux prix du marché avec des entreprises pour lesquelles certains membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	0,9 \$	1,2 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	0,3	0,4
Paiements fondés sur des actions	2,1	0,7
	3,3 \$	2,3 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 16 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 24 juillet 2015, la Société a complété la vente de sa division minière pour un montant en trésorerie de 32,0 millions \$ excluant un ajustement du fonds de roulement et d'une contrepartie supplémentaire éventuelle de 10,0 millions \$ sous réserve que certains résultats financiers soient atteints. Par conséquent, la perte nette sur les activités abandonnées est estimée à 6,0 millions \$ pour le deuxième trimestre.




CAE

cae.com